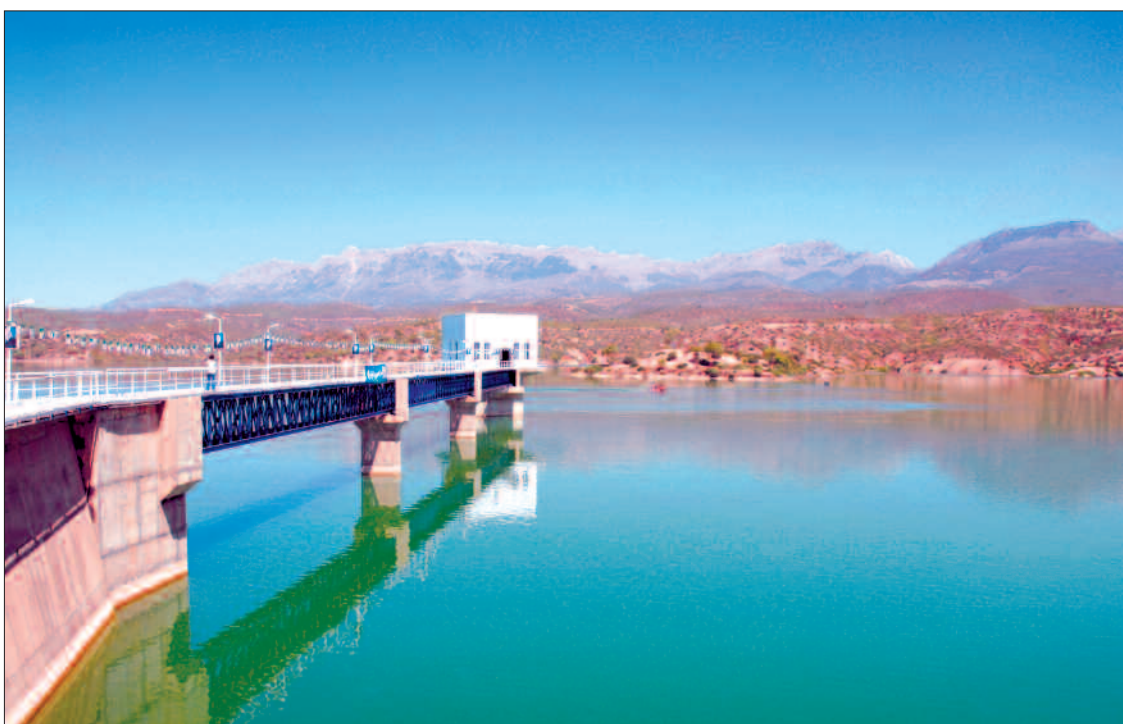


## VICTIMES DU BARRAGE BÉNI HAROUN

## Le SOS des habitants de mechta M'cida

**Un véritable SOS est lancé par ces familles, à l'endroit des autorités locales de la wilaya de Constantine et pourquoi pas de Mila.**

Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, il y a encore en 2012, à l'ère de cette manne faramineuse en pétrodollars qu'enregistre l'Algérie, et alors que des sommes colossales sont injectées dans différents programmes de développement, se chiffrent à des milliards de dollars, il se trouve que des citoyens de la wilaya de Constantine continuent à vivre dans des conditions et avec des moyens qui s'apparentent à l'ère primitive, sinon semblables à ceux des tribus indiennes de l'époque du Far West. En effet, près de 80 familles habitent la mechta M'cida, au bord du lac du barrage Béni Haroun (côté sud) mais dont les terres et les biens sont situés de part et d'autre de Oued Rhmel. Cette localité rurale de près de 500 âmes est rattachée administrativement à la



Photos : DR.

commune de Messaoud-Boudjeriou (Ain Kerma), dont elle est distante de 16 kilomètres. Le flux de la population se fait, naturellement vers l'agglomération la plus proche, en l'occurrence, Grarem qui se trouve être, mal-

heureusement pour eux, sur l'autre rive du barrage dont la largeur du lac est de plus de 100 mètres, et ce, depuis la mise en eau du barrage. Pour garder le cordon ombilical avec l'autre rive, mais par nécessité aussi d'ex-

exploiter leurs terres, les habitants de la mechta en question ont improvisé une solution, pour le moins très dangereuse pour leur vie, car très risquée surtout pour les femmes, les enfants et les personnes âgées !

A savoir, la confection d'une embarcation de fortune à l'aide de jerricans en plastique de 5 litres, liés les uns aux autres et couverts d'un film plastique et qu'ils accrochent de part et d'autre à une corde, afin de pouvoir ramer dans les deux sens.

Cette embarcation permet de transporter jusqu'à quatre personnes en même temps, y compris des malades qu'on évacue vers Grarem, témoigne-t-on, sinon elle sert également à transporter d'autres objets ou produits de leur labeur (jusqu'à 6 bottes de foin ou de paille). Un véritable SOS est donc lancé par ces familles, à l'endroit des autorités locales de la wilaya de Constantine et pourquoi pas de Mila.

Parmi les solutions envisagées, l'aménagement de la piste qui mène vers Kikaya, du côté de la station de pompage de Béni Haroun, dans la wilaya de Mila et, pourquoi pas, une embarcation réglementaire à défaut d'un pont enjambant le lac !

A. M'haimoud

### TRIBUNAL CRIMINEL DE GUELMA

## Peine capitale requise contre les auteurs d'un crime crapuleux

Le tribunal criminel de Guelma a requis, ce dimanche, la peine capitale contre les présumés meurtriers d'un chauffeur de taxi clandestin, agressé et achevé à l'arme blanche le 20 octobre 2012. Les prévenus, âgés d'une trentaine d'années, sont deux frères, un cousin et deux autres de leurs proches qui sont en fuite, tous originaires de la commune d'El Djeddar, dans la wilaya de Batna.

Le procès connaît une importante audience auprès du public, tellement le crime est crapuleux. Les agresseurs ont transporté le corps de leur victime de la région de Dréan (wilaya d'El Tarf), pour aller le jeter à l'entrée de la commune de Gueulât Bousbaâ, à une dizaine de kilomètres de Guelma, avant de s'enfuir dans son véhicule, une Renault Symbol.

L'investigation poussée des services de sécurité a permis l'arrestation de cette bande de malfaiteurs.

N. Guergour

### ILS REVENDIQUENT UNE RECLASSIFICATION DE LEURS POSTES RESPECTIFS

## Sit-in des directeurs et surveillants des lycées à El Tarf

**Des dizaines de protestataires, entre directeurs et surveillants généraux de lycées, affiliés à l'UNPEF (Union nationale des professeurs de l'éducation et de la formation professionnelle), ont organisé, hier matin, un sit-in devant le siège de wilaya de la direction de l'éducation pour revendiquer, principalement, une reclassification de leurs postes respectifs à la lumière de ce qui est appliqué dans les pays développés tels la France.**

Dans une correspondance adressée au ministre de l'Education et dont nous détenons une copie et signée, par ailleurs, par le président de wilaya de l'Unpef, il est écrit que «directeurs et surveillants généraux des lycées sont unanimes à dénoncer la circulaire n°240/12 qui amende et parachève

la circulaire 315/08 portant sur la loi des travailleurs de l'éducation nationale. Selon la circulaire en question, le directeur de lycée ainsi que le professeur-formateur, sont classés à l'échelle 16, alors que le surveillant général est, quant à lui, classé à la 14, soit moins que le professeur-for-

mateur. Ce qui est une aberration». Les pétitionnaires préconisent «leur reclassification, selon le système usité dans les pays développés à l'image de ce qui est fait en France dont entre autres, une revalorisation des salaires après chaque promotion et d'accéder au poste de directeur de wilaya de l'éducation, après 5 ans d'exercice, dans le poste de directeur».

Enfin, les protestataires, interpellent le ministre, pour une entrevue, à même de mieux cerner les problèmes de cette catégorie de fonctionnaires de l'éducation.

Daoud Allam

### SÉTIF

## Saisie de 37 kg de drogue

**La brigade de lutte contre les stupéfiants, dépendante du service de la police judiciaire de la wilaya de Sétif a réussi à démanteler une bande composée de six personnes spécialisées dans la commercialisation des stupéfiants et la récupération d'une importante quantité de kif traité estimée à plus de 37 kg.**

Cette importante opération, jamais enregistrée dans la wilaya de Sétif, faisait suite à une information émanant d'un citoyen sur le numéro vert (1548) mis à la disposition des citoyens par la DGSN, qui a affirmé dans son appel téléphonique qu'un individu s'adonnait à la vente de stupéfiants au niveau de sa cité. Sur ce, une importante opération fut déclenchée par les services de police afin de mettre hors d'état de nuire ce dealer ainsi que ses probables complices. Ainsi, plusieurs policiers en civil furent mis sur sa trace nuit et jour.

Plusieurs preuves et indices ont pu ainsi être récoltés par les enquêteurs sur l'activité illicite de cette personne. Cette dernière sera vite interpellée et une perquisition de son domicile fut ordonnée par le procureur de la République. Lors de la fouille du domicile du suspect, sis à la cité El-Hidhab, les policiers découvrent 2 kilogrammes de résine de cannabis. L'interrogatoire du suspect fut long et assez difficile vu que l'individu s'est montré très coriace. Mais l'abnégation et l'expérience des enquêteurs finiront par triompher. Un autre complice sera lui aussi interpellé et dont la perquisition du domicile, sis à la cité de l'Avenir, permettra la découverte d'une importante quantité de drogue (35 kg). Une prise jamais effectuée par la police de la wilaya de Sétif. L'enquête d'une grande envergure a permis de remonter toute la filière et d'arrêter tous les membres de la bande, au nombre de six. Ces derniers ont longtemps écumé la ville de Sétif et ses environs en vendant



de la drogue. Présentés hier matin devant le magistrat instructeur, les dealers ont été placés sous mandat de dépôt et écroués à la maison d'arrêt de Sétif. Cette importante opération a démontré l'efficacité du numéro

vert mis à la disposition de la population afin d'alerter ou de prévenir de tout acte touchant à la sécurité des personnes et des biens.

Imed Sellami